



## **PROCES VERBAL DE MISE A DISPOSITION DE BIENS A USAGE DE PORT AU SYNDICAT MIXTE DES PORTS DU BASSIN D'ARCACHON**

Vu le code des Transports, le code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2016 portant désignation des collectivités bénéficiaires de l'autorité portuaire au sens de la procédure de transfert prévue par l'article 22 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2017 autorisant la création du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon en vu d'assurer l'aménagement, l'entretien et la gestion des ports départementaux,

Vu la délibération du Conseil départemental de la Gironde en date du 5 avril 2018 autorisant la signature de la convention générale de transfert de douze ports départementaux au Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon et fixation de la dotation de compensation,

Vu la convention cadre relative aux modalités de transfert des ports départementaux au Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon,

Vu les délibérations n°08-07-2017 et 27-07-2017 du 20 décembre 2017 autorisant le transfert du port de la Commune d'ARES au Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon,

Vu la convention de transfert du port de la Commune d'ARES au Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon,

**Entre la Commune d'ARES et le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon, il est constaté :**

### **ARTICLE 1 : DESIGNATION – PRISE DE POSSESSION**

Le présent procès verbal a pour objet la mise à disposition, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, du patrimoine concernant les ouvrages, constructions et installations figurant dans l'emprise des limites portuaires actuelles définies sur le plan annexé à la convention de transfert du port de la Commune d'ARES :

- le PORT Départemental d'ARES concédé à la commune est annexé au présent procès-verbal (annexe 1) ;
- le plan des limites portuaires (Annexe 2) ;
- la liste des ouvrages, constructions et installations (Annexe 3) ;

- l'état de l'actif de la commune transféré au SMPBA reprenant la valeur nette comptable au 31/12/2017 (Annexe 4).

## **ARTICLE 2 : ETAT DES LIEUX**

Le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon reconnaît prendre les biens décrits à l'article 1 en l'état sans pouvoir exercer aucun recours contre la Commune d'ARES.

## **ARTICLE 3 : ASSURANCE**

Le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon s'engage à prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer les biens qui sont désormais sous sa responsabilité.

## **ARTICLE 4 : COMPTEURS ET ABONNEMENT**

Le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon fait son affaire de prendre à compter de la signature du présent Procès Verbal les abonnements auprès des fournisseurs de fluides, d'énergie et communications.

## **ARTICLE 5 : CONDITIONS JURIDIQUES ET FINANCIERES**

Le transfert des biens décrit à l'article 1 au Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon est réalisé à titre gratuit.

Le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon assume à compter de la date de mise à disposition l'ensemble des droits et obligations du propriétaire à l'exception toutefois du droit d'aliéner.

Le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon supportera la charge de tous les impôts et notamment les taxes foncières auxquels sont ou pourraient être assujettis ouvrages et dépendances.

Le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon assumera sur ces ouvrages, constructions, installations, l'ensemble des obligations du propriétaire. Il est substitué à la Commune dans ses droits et obligations découlant des contrats, conventions, autorisations d'occupation et garanties contractuelles en cours.

En conséquence, le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon possède tous les pouvoirs de gestion. Il autorise l'occupation des biens remis, en perçoit les biens et produits.

Il agit en justice.

Le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon est substituée de plein droit dans les droits et obligations de la Commune d'ARES en ce qui concerne l'ensemble des contrats en cours relatifs aux biens mis à sa disposition. La substitution devra être constatée et notifiée aux divers contractants par le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon.

## ARTICLE 6 : DUREE

La présente mise à disposition au profit du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon est consentie tant que dure sa mission d'aménagement, d'entretien et de gestion des ports. En cas de retrait de cette mission de service public des ports, les biens retourneront dans le patrimoine communal.

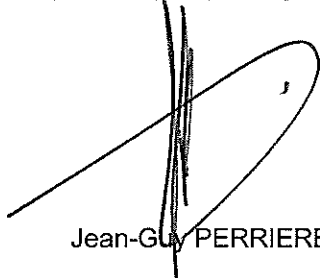
En cas de désaffectations des biens, de dissolution du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon, les biens seront restitués à la Commune qui retrouvera tous ses droits et obligations sur les biens immobiliers décrits à l'article 1. Il sera dressé un procès verbal pour constater la nouvelle situation qui sera publié au service de la publicité foncière.

## ARTICLE 7 : EXECUTION

La présente décision est notifiée au Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon et à la Commune d'ARES pour mise en œuvre chacun en ce qui les concerne et il sera publié au service de la publicité foncière.

Fait à Arès, le 10 JUIL. 2018

La Commune d'ARES



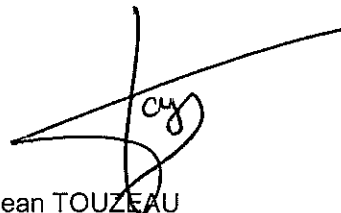
Jean-Guy PERRIERE

Maire d'ARES

Conseiller Départemental

Le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon

PREFECTURE GIRONDE  
11.07.2018



Jean TOUZEAU

Président du SMPBA

Conseiller départemental



COMMUNE D'ARES

PORT DIT "DE LÈGE"

PROCESS-VERBAL DE MISE A DISPOSITION  
=====

EXPOSE DES MOTIFS -

In application des textes législatifs et réglementaires pris en matière de transfert de compétence de l'Etat aux Collectivités Locales et notamment :

- la loi du 02 Mars 1982,
- la loi du 07 Janvier 1983,
- la loi du 22 Juillet 1983,
- la circulaire ministérielle du 02 Février 1984,
- les textes qui les ont amendés et les décrets d'application des textes législatifs ci-dessus.

L'arrêté préfectoral du 09 Janvier 1984 a constaté le transfert de plein droit du port dit "De Lège" au Département de la Gironde, à compter du 1er Janvier 1984.

Le présent procès-verbal a pour but de constater le domaine, les biens, les droits et les obligations transférés à cette date. Ce document ayant un caractère contradictoire, les parties ont la faculté de formuler, lors de son établissement, des réserves sur son contenu.

ARTICLE 1er -

Les dépendances du Domaine Public Maritime, telles qu'elles sont définies au plan annexé, sont mises à la disposition du Département de la Gironde pour lui permettre d'assurer l'aménagement et l'exploitation du port dit "De Lège" dans le respect des lois et règlements en vigueur.

.../

La limite des dépendances est définie par les repères  
suivants :

N° des points	Coordonnées LAMBERT III	
	X	Y
1	324.076,14	279.737,07
2	324.097,79	279.912,36
3	324.096,84	279.941,09
4	324.111,59	279.944,79
5	324.110,38	279.958,91
6	324.036,18	279.956,16
7	324.024,00	279.972,00
8	323.955,00	279.980,00
9	323.906,00	279.616,00
10	324.196,00	279.548,00
11	324.181,97	279.565,93
12	324.177,45	279.567,04

.../

ARTICLE 2 -

Sur le domaine transféré, une concession à la commune d'ARIS de l'établissement et de l'exploitation du port dit "De Lège" a été autorisée par arrêté préfectoral du 15 Mars 1968.

Une ampliation de cet arrêté et du cahier des charges est jointe au présent procès-verbal.

Le Préfet, Commissaire de la République de la Région Aquitaine, Commissaire de la République du Département de la Gironde, notifiera au concessionnaire de l'Etat, la constatation de la substitution de la nouvelle autorité compétente.

ARTICLE 3 -

Conditions financières :

La mise à disposition des dépendances du Domaine Public Maritime est affectée à titre gratuit.

Le bénéficiaire de cette opération devra toutefois supporter la charge de tous les impôts et notamment des taxes foncières auxquels sont ou pourraient être assujettis ouvrages et dépendances, sauf à en répercuter la charge sur les occupants (concessionnaires ou permissionnaires) dans le cadre des contrats de gestion passés avec ces derniers.

Il devra également souscrire lui-même ou faire souscrire par les occupants, la déclaration de construction nouvelle prévue à l'article 1406 bis du Code Général des Impôts et, s'il y a lieu, de l'exonération temporaire des taxes foncières.

.../

ARTICLE 4 -

Pour le domaine public national ainsi mis à la disposition dont les caractères d'inaliénabilité et d'imprescriptibilité sont confirmés, le Département de la Gironde exerce les attributions de gestion et est notamment compétent pour accorder les autorisations d'occupation et en percevoir les produits, conformément aux dispositions du décret n° 84-941 du 24 Octobre 1984 relatif à l'utilisation du domaine public portuaire mis à la disposition du Département et des communes.

ARTICLE 5 -

Le présent procès-verbal et la liste des pièces qui lui sont annexées seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

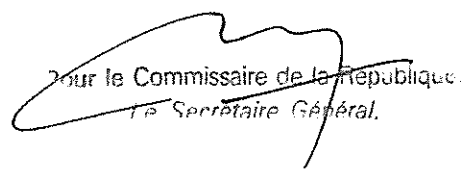
- 2 DEC 1986

Le Président du Conseil Général,



Doyen Jacques VALADE  
Sénateur de la Gironde

Le Préfet,  
Commissaire de la République  
du Département de la Gironde,



Pour le Commissaire de la République  
Le Secrétaire Général.

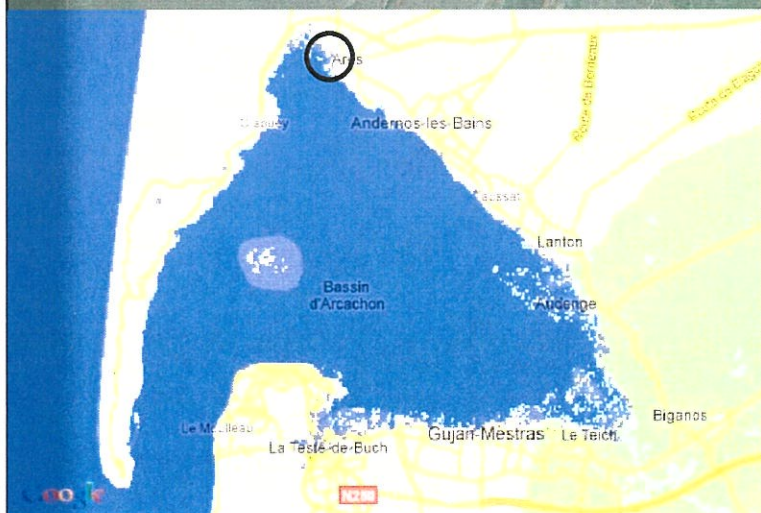
Jean SARTON du JONCHAY



Commune d'Ares  
PORT DEPARTEMENTAL OSTREICOLE D'ARES

Légende:

Limites du port départemental  
par transposition des coordonnées  
XY du PV en date du 2 décembre 1986  
\*Donné à titre indicatif.



0 30 60 90 120 Mètres







## **ANNEXE 3**

### **PORT ostréicole d'ARES**

#### **LISTE des OUVRAGES, CONSTRUCTIONS et INSTALLATIONS**

##### **CONCERNES par le TRANSFERT**

##### **Ouvrages généraux :**

- Darse portuaire de 265 m de long et de 30 m de large orientée Nord-Sud bordée par des quais en plaques de béton d'un linéaire de 550 m. Le couronnement de quai est à la cote moyenne de +2,50 m NGF,
- Deux épis de protection de l'entrée Sud du port en enrochements de 33 m linéaire chacun,
- Deux musoirs arrondis en extrémité Sud des terre-pleins portuaires constituant chacun une aire de retournement pour les véhicules (statue et croix au centre de chaque musoir). Le musoir Ouest comporte un escalier extérieur avec batardeau,
- Perrés en moellons appareillés et maçonnés sur toute la hauteur de 500 m de long environ et à la cote moyenne de +3,60m NGF assurant la protection Ouest du terre-plein Ouest, la façade Sud des musoirs et l'extrémité Est du terre-plein Est en raccordement avec la cale de mise à l'eau,
- Cale de mise à l'eau de 39 m de long et 5 m de large, pente 9% en extrémité Sud du terre-plein Est,
- Aire de carénage de 60 m<sup>2</sup>,
- Voiries revêtues de 800 m de long et de 5 m de large assurant la desserte des 2 terre-pleins, l'accès au complexe ostréicole de l'ASCOA en extrémité Sud Est et l'accès piétonnier au sentier du littoral au Nord,
- Divers terre-pleins engravés d'une surface globale de 2.500 m<sup>2</sup> servant au stationnement des véhicules,
- Talus végétalisé de protection du sentier du littoral dans la partie Sud-Est du port,
- Chenal d'entrée de 50 m de long et de 10 m de large raccordé à la cale de mise à l'eau constituant un avant-port,

##### **Bâtiments et réseaux divers :**

- 25 « cabanes » dont la vocation première est ostréicole. Chaque cabane est aménagée sous la forme de 2 demi-cabanes accolées, dont 9 demi-cabanes ont fait l'objet d'un agrandissement pour répondre aux normes sanitaires ostréicoles (sanitaires + bureau),
- Desserte générale du port en eau potable, certaines cabanes ostréicoles sont raccordées au tout à l'égout (respect des normes sanitaires en vigueur). La station de relevage des eaux usées se trouve en limite Nord-Est du port,
- Réseaux d'électricité et de télécom en aérien sur poteaux,
- Sanitaire public raccordé au réseau d'assainissement en limite Nord du port avec local technique,
- Ouvrage de décharge des bassins de la Réserve Naturelle des Prés Salés dans le fond de la darse au Nord,
- Ouvrage de décharge des bassins ostréicoles de l'ASCOA dans le talus Sud-Est,
- Passage d'une canalisation enterrée pour l'alimentation en eau de mer du complexe ostréicole de l'ASCOA au Sud-Est du port,
- Systèmes individuels (15) de déchargement des navires professionnels, variés et non homogènes,
- Terre-pleins individuels bétonnés, certains avec rehausse importante par rapport au couronnement du quai d'origine.



# ANNEXE 4

## ETAT DE L'ACTIF TRANSFERE AU SMPBA

COMPTE	N° INVENTAIRE	DESIGNATION DU BIEN	DATE D'ACQUISITION	DUREE D'AMORTISSEMENT	VALEUR BRUTE	VALEUR NETTE AU 31/12/2017
2131	CABANES	REFECTION CABANES	18/05/2010	30 ans	226 379,32 €	188 649,32 €
21318	WC PORT	WC PORT BAT13 SUR COMMUNE	01/01/2013	30 ans	3 048,98 €	2 538,98 €
2188	PLAGE 0801	CALE DE MISE A L'EAU + AIRE DE CARENAGE	12/02/2008	Pas d'amortissement	155 716,19 €	155 716,19 €
2318	PERREPORT	PERRE PORT OSTREICOLE	19/07/2018	Pas d'amortissement	88 275,00 €	88 275,00 €
TOTAL						435 179,49 €

PREFECTURE GIRONDE  
11.07.2018

